

## Docteur Sarkozy, l'interventionniste brouillon

LES CHEFS d'entreprise ou les banquiers qui avaient placé leurs espoirs en Nicolas Sarkozy ne se soucient guère de sa perte de popularité. Ses amis « jet-set », ses goûts clinquants et sa dernière épouse n'auraient que peu d'importance s'il faisait au moins ce qu'on attend de lui : encourager la croissance, redresser les finances publiques et s'attaquer aux réformes dont la France semble être le dernier pays en Europe à ne pas admettre la nécessité.

Grosse déception pour ceux qui voient se dérouler ce nouvel opus de « Docteur Jekyll et Mister Hyde ». On espérait un « Nicolas » libéral et réformateur. Au lieu de quoi, on observe un « Sarkozy » qui déploie tous ses talents d'interventionniste brouillon.

### S'envoyer des fleurs

Il y a près de quatre ans, M. Sarkozy, alors ministre des finances, avait obtenu de l'Union européenne l'autorisation de secourir Alstom, alors au bord de la faillite, grâce à une injection massive de fonds publics. Le président français s'est d'ailleurs approprié l'histoire du remarquable redressement de cette entreprise. Et de rappeler ce haut fait pour s'envoyer des fleurs à chaque fois qu'il parle industrie.

Ce fut le cas cette semaine encore lors de sa visite à Gandrange (Moselle) où, posant parmi les ouvriers de l'usine ArcelorMittal que son propriétaire veut fermer, il a à nouveau proposé d'injecter de l'argent public dans ce site sidérurgique, sans doute porté par l'enthousiasme du moment.

Peu avant, il tentait de faire renvoyer le PDG de la Société générale, fragilisée par sa perte de 5 milliards d'euros, tout en favorisant, en sous-main, la fusion de la banque avec sa rivale française BNP-Paribas pour écarter d'éventuels prédateurs étrangers aux desseins forcément noirs. Et de tonner contre le « capitalisme financier » qu'il veut faire encadrer en Europe ; ou de partir en croisade pour « défendre » l'industrie française en faisant de la Caisse des dépôts une sorte de fonds souverain tricolore (après le front républicain, le fonds républicain ?). Ou de menacer d'une taxe carbone à la douteuse efficacité les pays qui ne respectent pas le protocole de Kyoto.

Les déficits, budgétaires et extérieurs, s'aggravent et M. Sarkozy semble confondre les réformes et les rapports. Depuis neuf mois la liste s'allonge de ce qu'il n'a pas fait. Mais ce qu'il menace de faire, il est vrai, est parfois plus inquiétant. ■

PIERRE BRIANÇON